Dépêche No. 976 | 30 avril 2025

Les Tunisiens soutiennent l'accès universel aux soins et soulignent des difficultés persistantes

Dépêche No. 976 d'Afrobarometer | Aymen Missaoui, Imen Mezlini et Youssef Meddeb

Résumé

L'accès aux soins de santé constitue un pilier fondamental du développement humain et du bien-être des populations. En Tunisie, l'évolution du système sanitaire au cours des dernières décennies a été marquée par des avancées notables, se traduisant par une augmentation du nombre de structures de santé. Le nombre de centres de soins de santé de base est passé de 1.730 en 1994 à 2.113 en 2023, tandis que le nombre de cliniques privées est passé de 82 en 2013 à 118 en 2023, et celui des services d'urgence de 183 en 2014 à une estimation de 191 en 2023 (Statistiques Tunisie, 2022). Le gouvernement a également commencé par améliorer les conditions de travail des professionnels de santé et réformer le financement du système (République Tunisienne, 2024). Quant à la vaccination, en 2017, la Tunisie a atteint des taux de couverture vaccinale de plus de 90% pour les vaccins préscolaires (Directinfo, 2017).

En parallèle, le système est confronté à des défis majeurs tels que des inégalités d'accès entre les zones urbaines et rurales, un manque de personnel qualifié, la dégradation des infrastructures et un financement insuffisant (Briki, 2022).

Cette dépêche met en lumière les expériences et perceptions des Tunisiens concernant les soins de santé.

Selon les résultats de la plus récente enquête d'Afrobarometer, près de la moitié des Tunisiens déclarent avoir eu recours à un établissement de santé public au cours des 12 derniers mois, une augmentation notable depuis 2020. Toutefois, de nombreux défis subsistent pour accéder aux soins médicaux, y compris des longs temps d'attente, le manque de médicaments, les infrastructures défaillantes, l'absence de personnel médical et le coût élevé des soins.

Pour ce qui est de l'accès à une couverture maladie, la plupart des Tunisiens déclarent en posséder, principalement via un service d'assurance national ou public. Néanmoins, la grande majorité des citoyens disent s'inquiéter de ne pas pouvoir obtenir ou se payer des soins médicaux en cas de besoin, et ils soutiennent l'accès universel aux soins de santé, même si cela nécessite une hausse des impôts.

Par ailleurs, la grande majorité des Tunisiens se disent favorables à la vaccination obligatoire des enfants pour lutter contre les maladies infectieuses.

Enfin, près de la moitié des citoyens déclarent faire confiance au Ministère de la Santé, mais une proportion moindre approuvent la performance du gouvernement en matière d'amélioration des services de santé de base.

Copyright ©Afrobarometer 2025

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 ont été lancées en janvier 2024. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer en Tunisie, conduite par One to One for Research and Polling, s'est entretenue avec 1.200 adultes tunisiens en mars 2024. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées en Tunisie en 2013, 2015, 2018, 2020 et 2022.

Résultats clés

- Près de la moitié (47%) des Tunisiens disent avoir eu recours au service d'un centre de santé public au cours des 12 derniers mois. Ce taux a connu une hausse de 11 points de pourcentage depuis 2020 (36%).
- Parmi les Tunisiens qui ont fréquenté une clinique ou un hôpital public au cours des 12 derniers mois :
  - Plus de six répondants sur 10 (63%) disent que c'était « difficile » ou « très difficile » d'obtenir les soins ou services médicaux dont ils avaient besoin.
  - Environ deux personnes sur 10 (18%) déclarent avoir dû verser de pot-de-vin ou fait un cadeau ou une faveur à un employé de l'hôpital afin d'obtenir les soins ou services médicaux nécessaires.
  - La majorité des personnes signalent de longs temps d'attente (94%), le manque de médicaments ou de matériels (87%), le mauvais état des infrastructures (82%), l'absence d'un personnel médical (73%) et le coût élevé des soins (72%).
- La majorité (81%) des Tunisiens disent s'inquiéter « quelque peu » ou « beaucoup » de ne pas pouvoir obtenir ou se payer des soins médicaux en cas de maladie.
- Sept citoyens tunisiens sur 10 (70%) affirment disposer d'une couverture maladie.
  - Trois quarts (75%) des personnes qui possèdent une assurance maladie ont souscrit à une assurance nationale (53%) ou de la fonction publique (22%). Et sept sur 10 (72%) se disent satisfaites de leur service.
- Plus des trois quarts (77%) des répondants soutiennent que le gouvernement devrait assurer un accès universel aux soins de santé, même si cela implique une hausse des impôts.
- Concernant la vaccination, près de neuf Tunisiens sur 10 (88%) estiment que les parents devraient être obligés de faire vacciner leurs enfants contre les maladies infectieuses. En revanche, 11% des répondants considèrent que la vaccination devrait rester un choix personnel des parents et ne pas être imposée.
- Seulement 37% des citoyens approuvent la performance du gouvernement dans l'amélioration des services de santé de base.
  - Près de la moitié (47%) des Tunisiens disent faire « partiellement » ou « beaucoup » confiance au Ministère de la Santé.

Copyright ©Afrobarometer 2025

Fréquentation des hôpitaux

Pendant la collecte de données, les équipes de terrain d'Afrobarometer observent les infrastructures locales. Par exemple, dans chaque zone de dénombrement (ZD) visitée, elles notent la présence ou l'absence d'un dispensaire ou d'un hôpital, soit dans la zone ou à distance de marche, c'est-à-dire sans nécessiter de frais de transport significatifs pour les habitants. Etant donné que les ZD sont sélectionnées pour représenter l'ensemble de la population nationale, ces observations offrent des indicateurs fiables sur la disponibilité des infrastructures et des services dans chaque pays sondé.

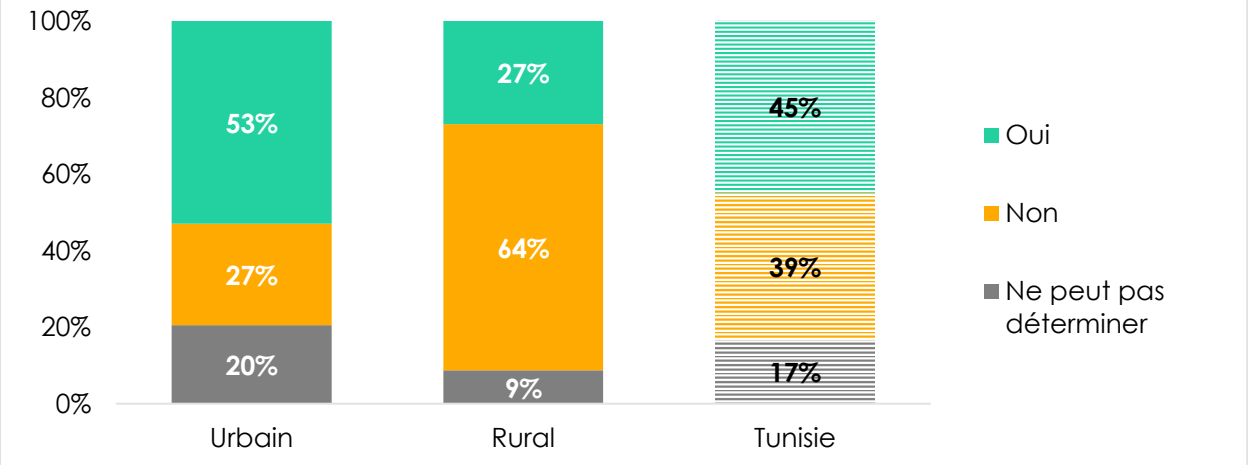
En Tunisie, des établissements de santé publics ou privés ont pu être observés dans 45% des ZD, tandis que 39% n'en comptaient aucun. Dans 17% des cas les enquêteurs n'ont pas pu le déterminer (Figure 1).

Les ZD en milieu urbain bénéficient d'une meilleure accessibilité aux structures sanitaires, avec plus d'une sur deux (53%) qui en disposent, contre seulement un peu plus d'une sur quatre (27%) dans les zones rurales.

S'agissant de la fréquentation des établissements de santé, près de la moitié (47%) des Tunisiens affirment avoir eu recours à une clinique ou un hôpital public au cours de l'an écoulé (Figure 2). Le contact avec les centres de santé publics a connu une hausse de 11 points depuis 2020.

Le taux de fréquentation des hôpitaux et centres de santé publics varie à travers la population. Les résidents du Centre-Ouest (61%), les pauvres (61%)[1], les non instruits (57%), les plus âgés (53% des plus de 55 ans) et les femmes (51%) consultent plus dans un hôpital que les habitants des autres régions (37%-50%), les plus nantis (40%), les plus instruits (42%-44%), les jeunes (38% des 18-35 ans) et les hommes (43%) (Figure 3).

Figure 1 : Présence de centre de santé dans la zone | par milieu de résidence urbain-rural | Tunisie | 2024

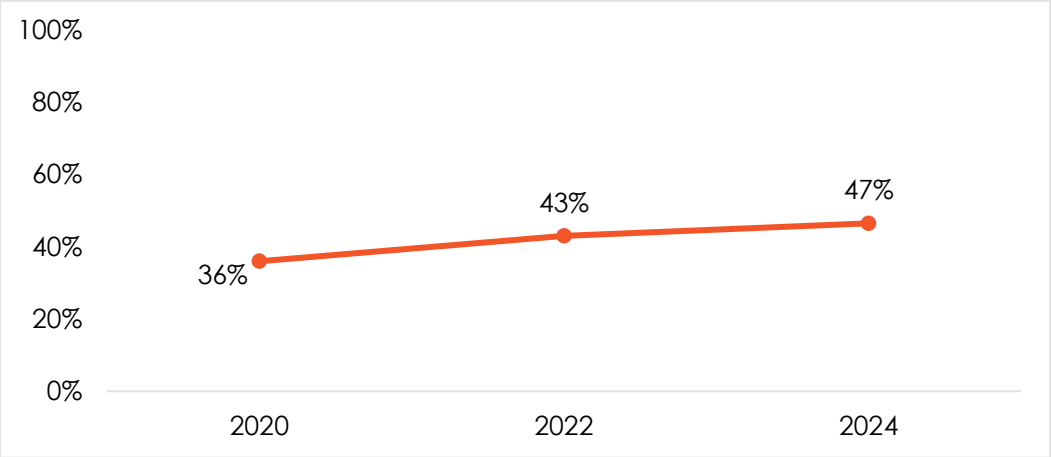


Question posée aux enquêteurs : *Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci : Centre de santé (privée, publique, ou les deux) ?*

[1] L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Lekalake (2025) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

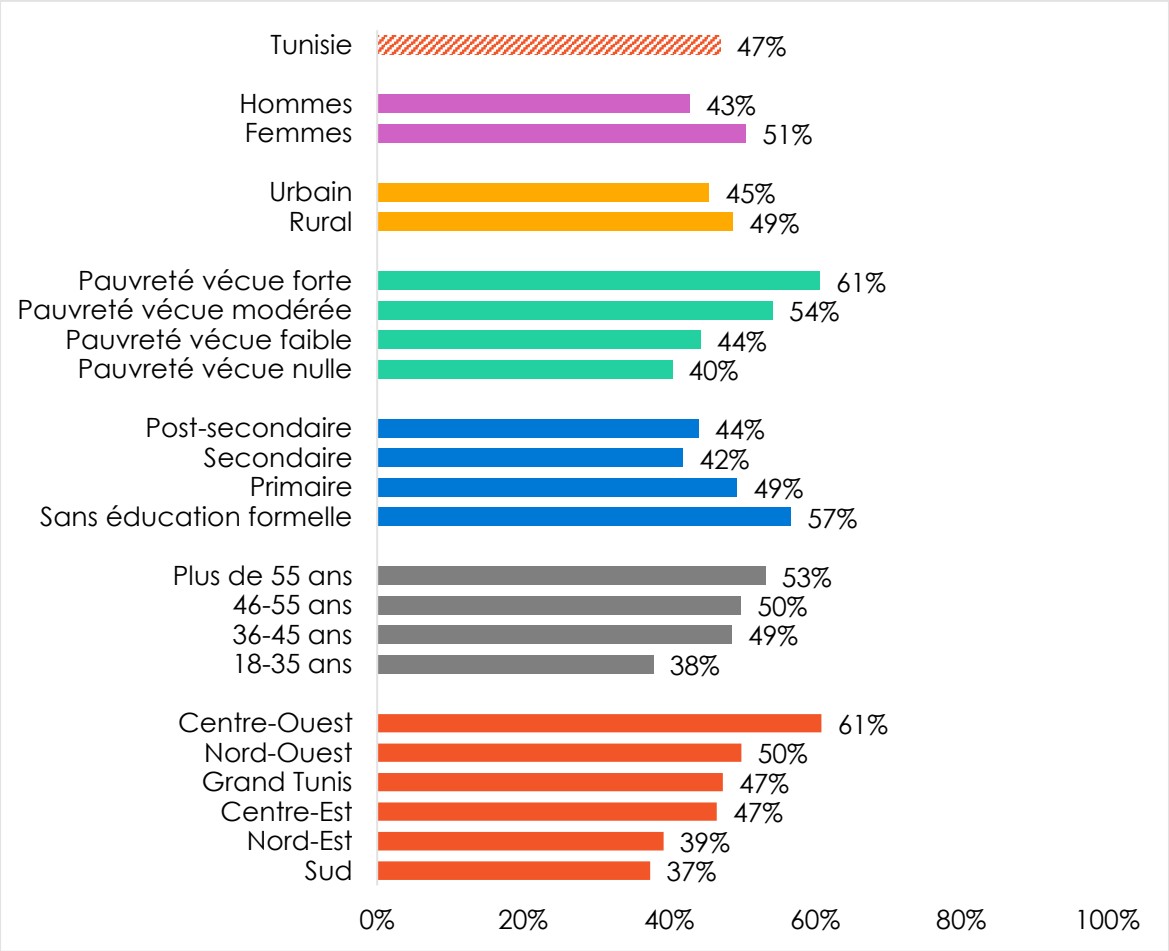
Copyright ©Afrobarometer 2025

Figure 2 : Contact avec un hôpital ou une structure de santé publique | Tunisie | 2020-2024



Question posée aux répondants : *Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu affaire à une clinique ou un hôpital public ? (% qui disent « oui »)*

Figure 3 : Contact avec un hôpital ou une structure de santé publique | par groupe démographique | Tunisie | 2024



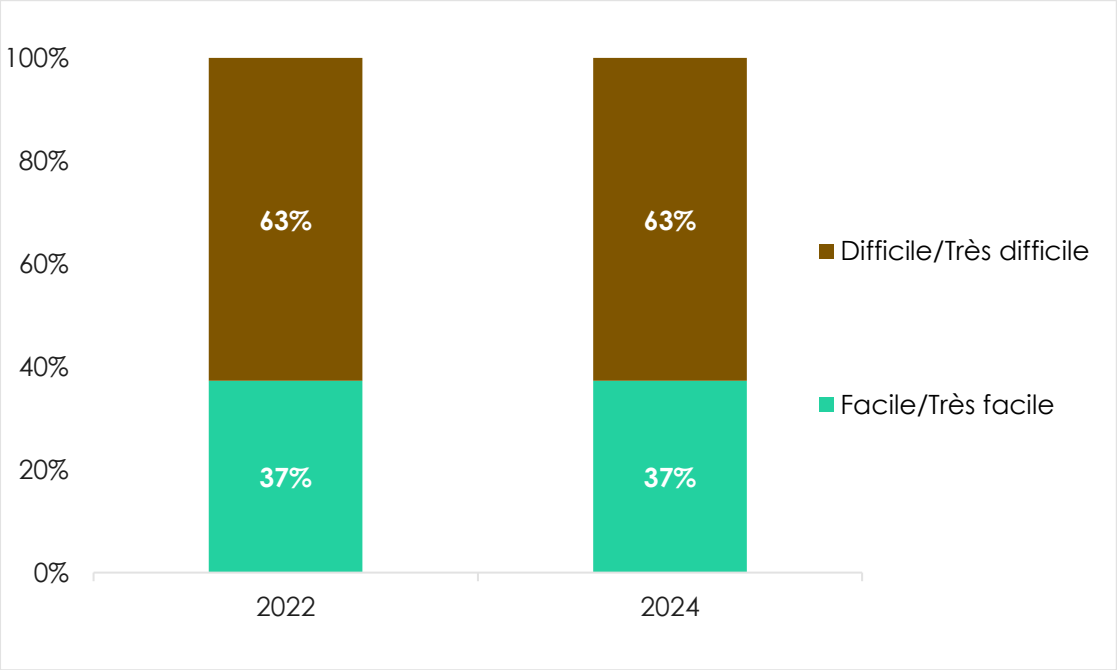
Question posée aux répondants : *Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu affaire à une clinique ou un hôpital public ? (% qui disent « oui »)*

Copyright ©Afrobarometer 2025

L'accès aux soins en Tunisie reste un défi majeur pour une grande partie de la population. Plus de six répondants sur 10 (63%) ayant eu affaire à un établissement de santé public au cours des 12 derniers mois déclarent qu'il était « difficile » ou « très difficile » d'obtenir les soins ou services médicaux dont ils avaient besoin (Figure 4). Ce chiffre est stable par rapport à 2022, indiquant que les difficultés d'accès aux soins persistent malgré les efforts déployés pour améliorer la situation.

L'accès aux soins paraît plus difficile aux moins nantis (71%-74%), aux jeunes générations (69%-70%) et aux résidents du Nord-Ouest (68%), Centre-Est (66%), Centre-Ouest (65%) et du Sud (65%) qu'à leurs homologues respectifs (Figure 5).

Figure 4 : Etait-il facile ou difficile d'accéder aux soins médicaux ? | Tunisie | 2022-2024

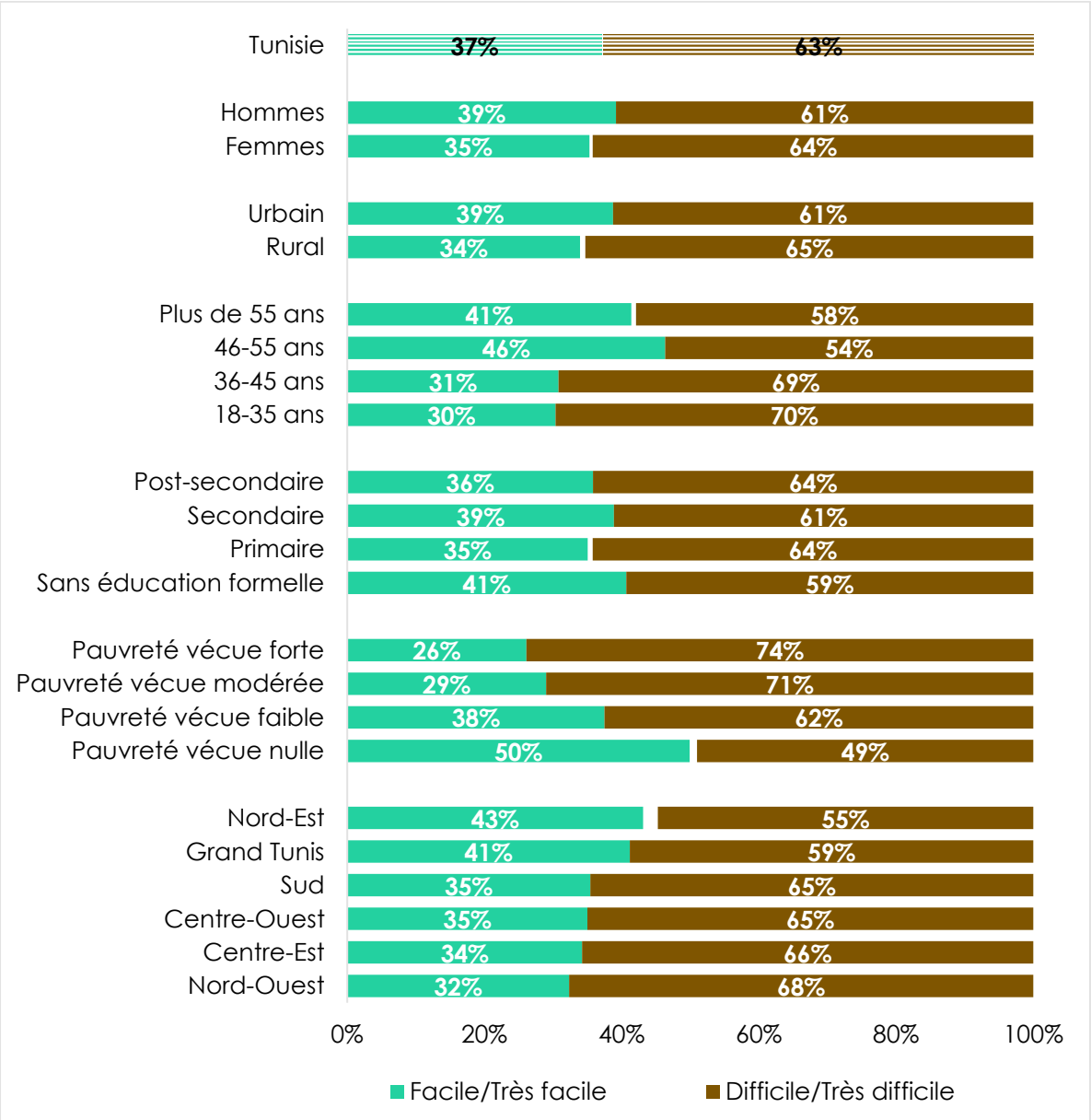


Question posée aux répondants qui ont eu affaire à une clinique ou un hôpital public : *Dans quelle mesure a-t-il été facile ou difficile d'obtenir les soins ou services médicaux dont vous aviez besoin ? (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une clinique ou un hôpital public sont exclus.)*

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Copyright ©Afrobarometer 2025

Figure 5 : Etait-il facile ou difficile d'accéder aux soins médicaux ?
| par groupe démographique | Tunisie | 2024



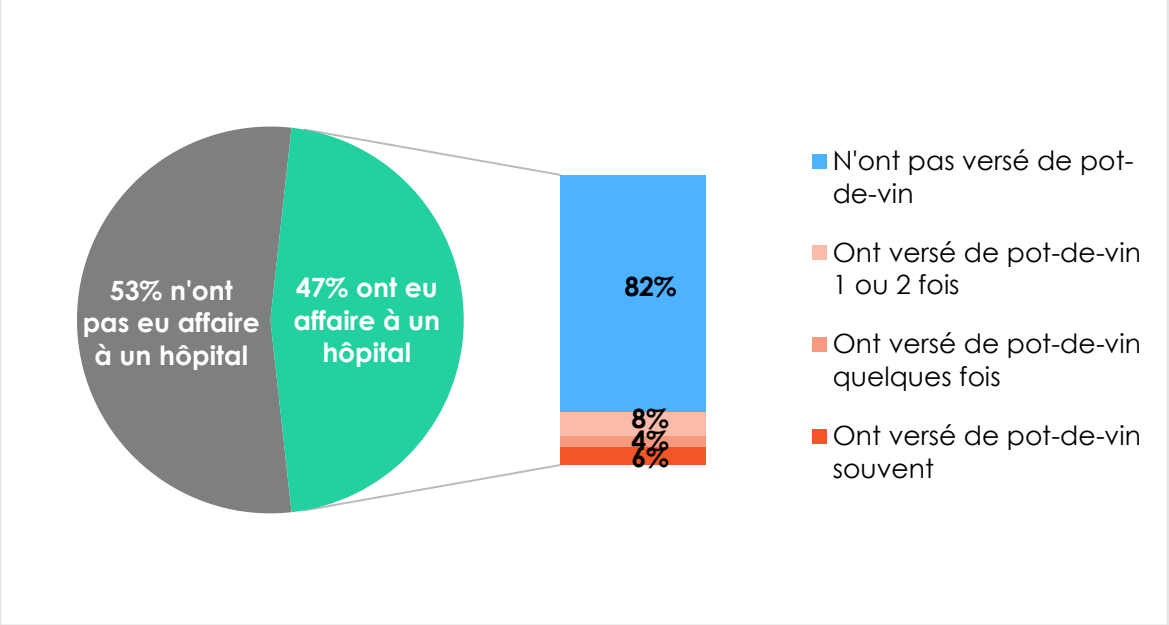
Question posée aux répondants qui ont eu affaire à une clinique ou un hôpital public : *Dans quelle mesure a-t-il été facile ou difficile d'obtenir les soins ou services médicaux dont vous aviez besoin ? (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une clinique ou un hôpital public sont exclus.)*

Afrobarometer a également cherché à explorer l'expérience des Tunisiens avec la corruption dans les services de santé publics. Environ deux répondants sur 10 (18%) ayant eu recours au service d'un établissement de santé public ont dû verser de pot-de-vin ou faire un cadeau à un personnel avant d'obtenir ce dont ils avaient besoin (Figure 6). Cette proportion n'a pas considérablement changé depuis 2020 mais a augmenté de 7 points de pourcentage comparé à 2018 (Figure 7).

Les pauvres (32%), les 36-45 ans (28%), les résidents du Grand Tunis (24%) et du Centre-Ouest (24%), et ceux ayant au moins le niveau primaire d'éducation (16%-21%) sont les plus confrontés au problème de pot-de-vin (Figure 8).

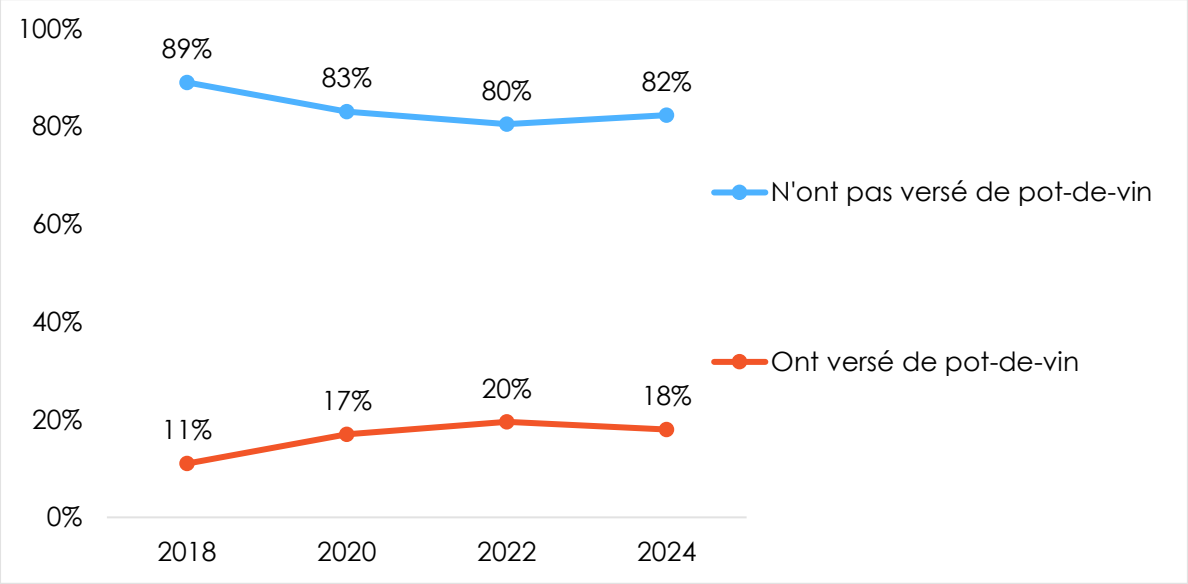
Copyright ©Afrobarometer 2025

Figure 6 : Paiement de pot-de-vin pour des services médicaux | Tunisie | 2024



Question posée aux répondants qui ont eu affaire à une clinique ou un hôpital public : *Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de santé ou un employé de la clinique ou de l'hôpital afin d'obtenir les soins ou les services médicaux dont vous aviez besoin ? (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une clinique ou un hôpital public sont exclus.)*

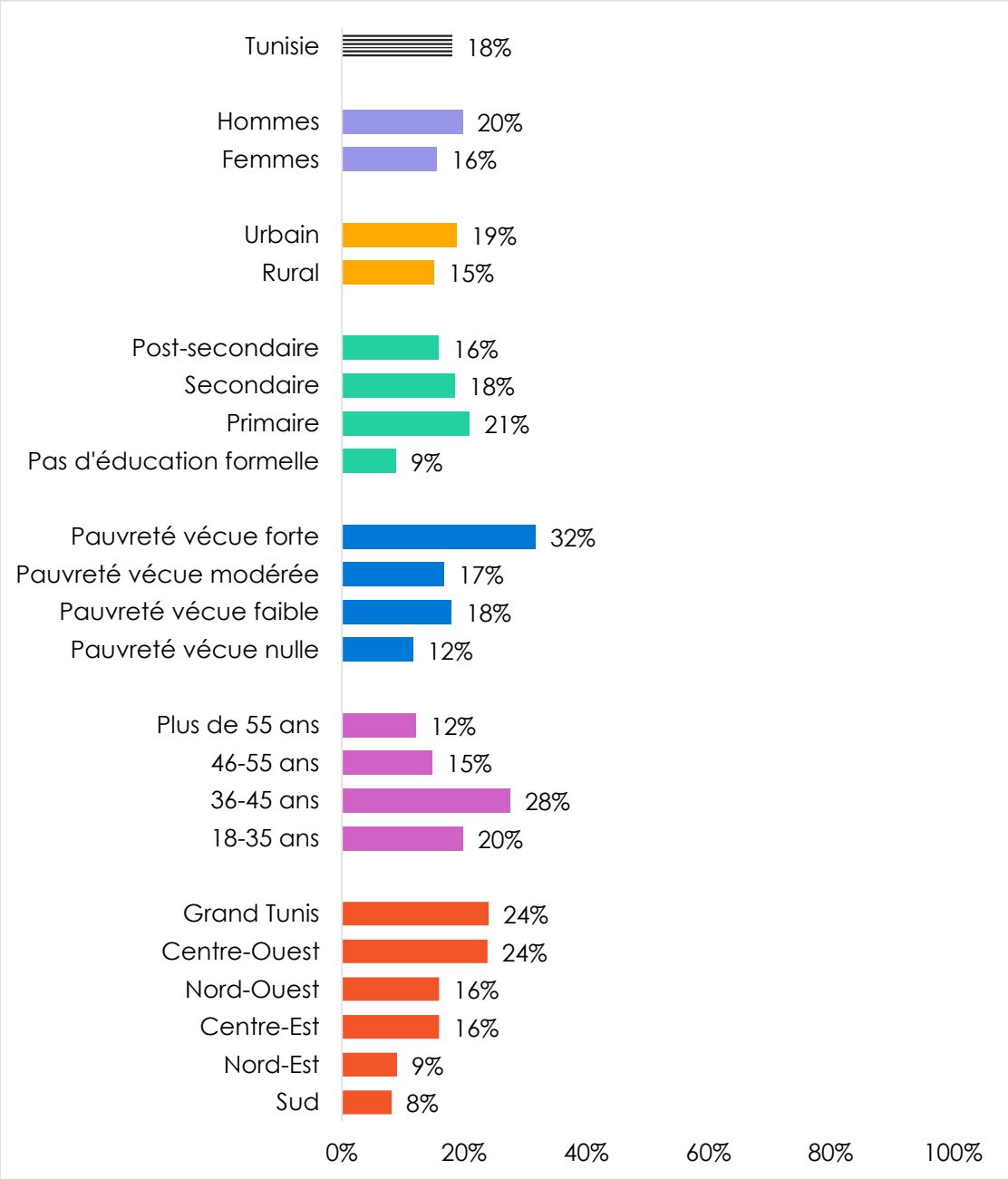
Figure 7 : Paiement de pot-de-vin pour des services médicaux | Tunisie | 2018-2024



Question posée aux répondants qui ont eu affaire à une clinique ou un hôpital public : *Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de santé ou un employé de la clinique ou de l'hôpital afin d'obtenir les soins ou les services médicaux dont vous aviez besoin ? (% qui disent « une ou deux fois », « quelques fois » ou « souvent » ; les répondants qui n'ont pas eu affaire à une clinique ou un hôpital public sont exclus.)*

Copyright ©Afrobarometer 2025

Figure 8 : Ont versé de pot-de-vin pour des services médicaux
| par groupe démographique | Tunisie | 2024

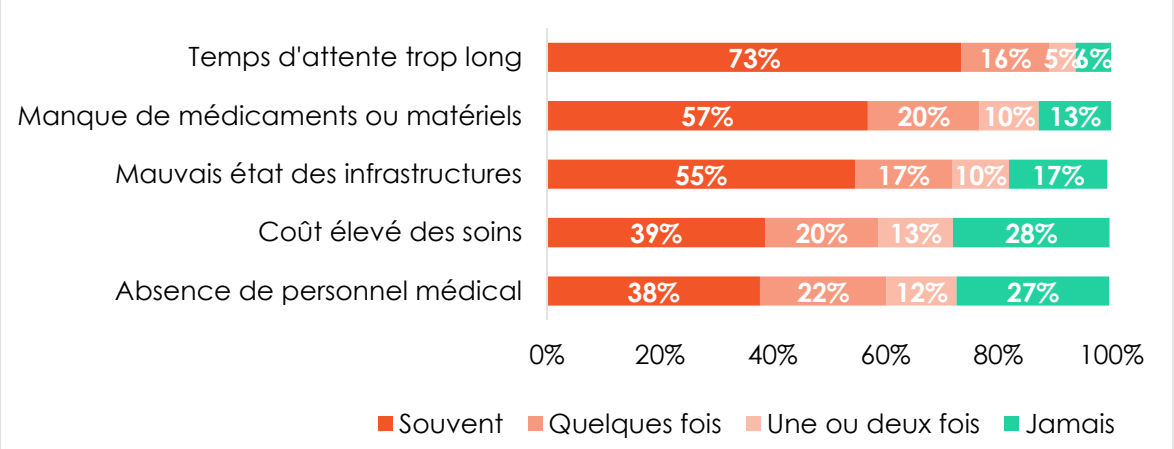


Question posée aux répondants qui ont eu affaire à une clinique ou un hôpital public : *Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de santé ou un employé de la clinique ou de l'hôpital afin d'obtenir les soins ou les services médicaux dont vous aviez besoin ? (% qui disent « une ou deux fois », « quelques fois » ou « souvent » ; les répondants qui n'ont pas eu affaire à une clinique ou un hôpital public sont exclus.)*

En plus des difficultés liées à l'accès et à la corruption, le système de santé tunisien est confronté à de nombreux autres défis. La majorité des répondants ayant eu recours aux établissements de santé publics signalent de longs temps d'attente (94%), le manque de médicaments ou de matériels (87%), le mauvais état des infrastructures (82%), l'absence d'un personnel médical (73%) et le coût élevé des soins (72%) (Figure 9).

Copyright ©Afrobarometer 2025

Figure 9 : Principaux problèmes rencontrés dans les établissements de santé publics | Tunisie | 2024



Question posée aux répondants qui ont eu affaire à une clinique ou un hôpital public : *Avez-vous rencontré l'un de ces problèmes avec une clinique ou un hôpital au cours des 12 derniers mois : Manque de médicaments ou autres fournitures ? Médecins ou autre personnel médical absents ? Longue attente ? Mauvais état des infrastructures ? Coût élevé qui vous a empêché d'obtenir les soins ou les médicaments dont vous aviez besoin ? (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une clinique ou un hôpital public sont exclus.)*

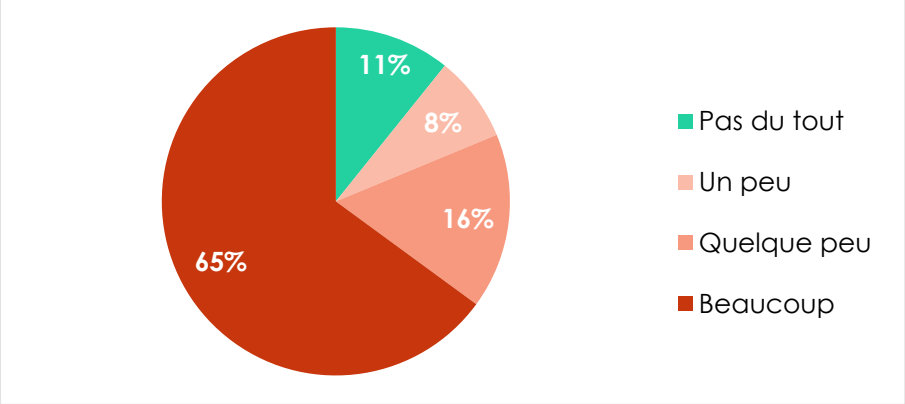
Couverture maladie et inquiétude face aux frais de santé

Une large majorité (81%) de Tunisiens expriment « beaucoup » (65%) ou « quelque peu » (16%) d'inquiétude face à la perspective de ne pas pouvoir accéder ou payer des soins médicaux en cas de maladie (Figure 10). Seulement 11% des répondants disent ne pas s'inquiéter du tout.

Bien que largement répandue parmi les principaux groupes démographiques, l'inquiétude est particulièrement marquée chez les femmes (84%), les résidents ruraux (85%), les pauvres (90%-92%), les moins instruits (85%) et les habitants des régions Centre-Ouest (90%), Centre-Est (87%) et Sud (87%) (Figure 11).

Environ quatre Tunisiens sur 10 (39%) déclarent qu'un membre de la famille a manqué de médicaments ou de soins médicaux pendant l'année écoulée (Figure 12).

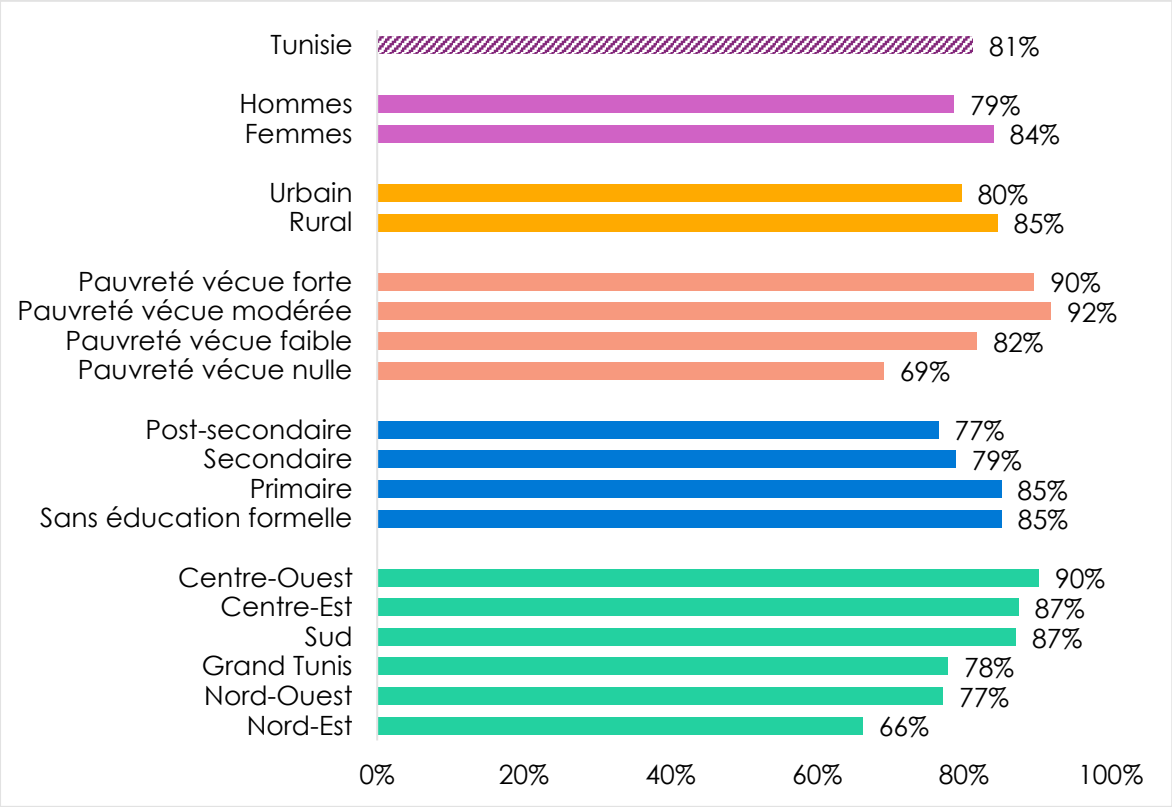
Figure 10 : Inquiétude concernant l'accès aux soins de santé | Tunisie | 2024



Question posée aux répondants : *A quel point craignez-vous que vous personnellement ou un membre de votre famille tombe malade et ne soit pas en mesure d'obtenir ou de payer les soins médicaux dont il a besoin ?*

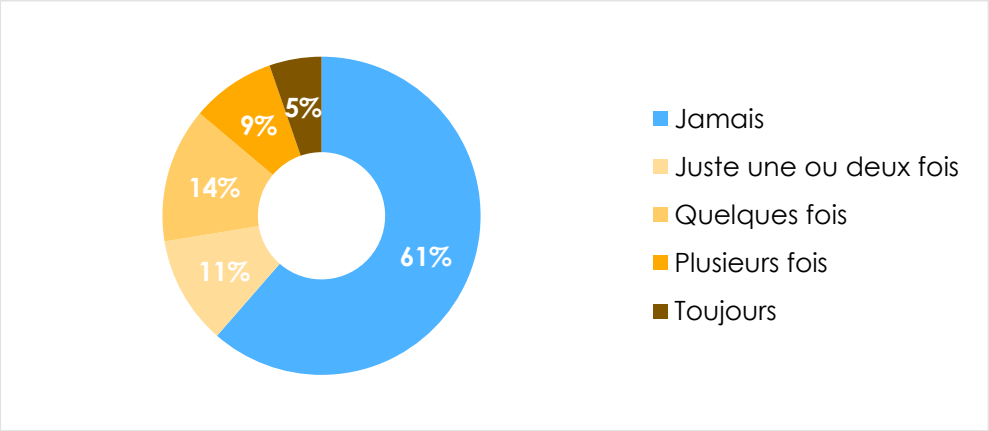
Copyright ©Afrobarometer 2025

Figure 11 : S'inquiéter quelque peu ou beaucoup de ne pas pouvoir obtenir ou payer les soins de santé | par groupe démographique | Tunisie | 2024



Question posée aux répondants : *A quel point craignez-vous que vous personnellement ou un membre de votre famille tombe malade et ne soit pas en mesure d'obtenir ou de payer les soins médicaux dont il a besoin ? (% qui disent « quelque peu » ou « beaucoup »)*

Figure 12 : Manque de soins médicaux ou de médicaments | Tunisie | 2024



Question posée aux répondants : *Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous ou un membre de votre famille avez-dû manquer de médicaments ou de soins médicaux ?*

Sept répondants sur 10 (70%) affirment bénéficier d'une couverture médicale (Figure 13). La disposition d'une assurance santé est plus répandue parmi les séniors (81%), les riches (77%), les résidents du Centre-Ouest (74%) et du Sud (74%) et les citadins (72%) que parmi les jeunes (59%), les démunis (60%), les résidents des autres régions (67%).

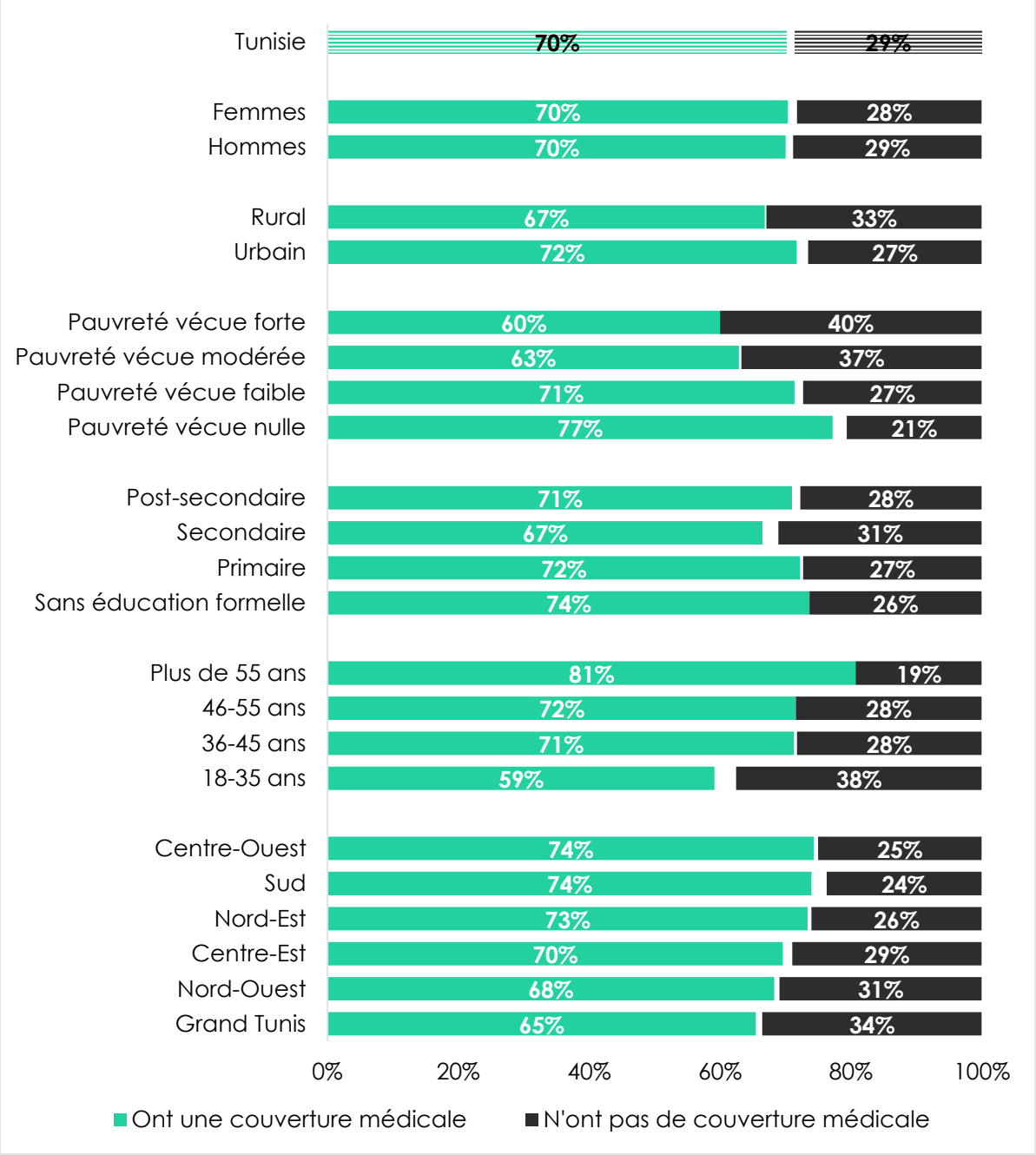
Copyright ©Afrobarometer 2025

Parmi ceux qui disent disposer d'une couverture médicale, plus de la moitié (53%) déclarent avoir souscrit à une assurance maladie nationale fournie par le gouvernement, 22% sont couverts par un régime d'assurance de la fonction publique, 15% par une assurance maladie privée, et 9% par une assurance maladie communautaire ou mutuelle (Figure 14).

Plus de sept répondants sur 10 (72%) couverts par une assurance maladie déclarent être « assez satisfaits » (51%) ou « très satisfaits » (21%) de leur couverture médicale (Figure 15).

Parmi ceux qui n'ont pas d'assurance maladie, la raison la plus courante est le coût élevé des services (cité par 21%) (non illustré).

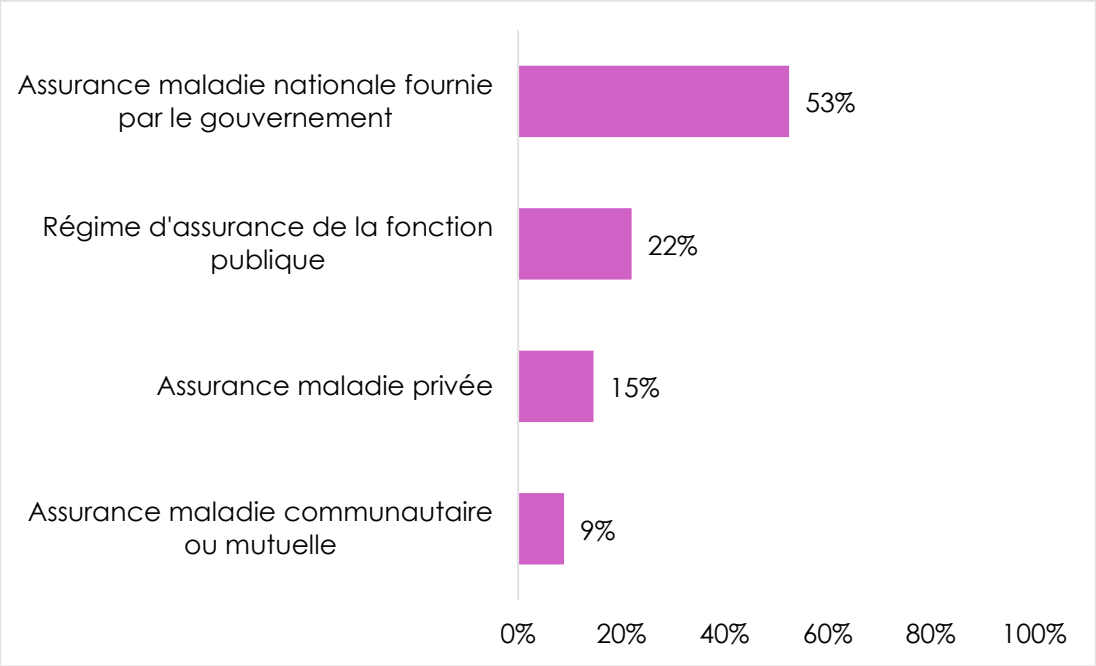
Figure 13 : Disposition d'une couverture médicale | Tunisie | 2024



Question posée aux répondants : *Avez-vous une couverture médicale qui vous aide à payer vos frais médicaux si vous tombez malade ?*

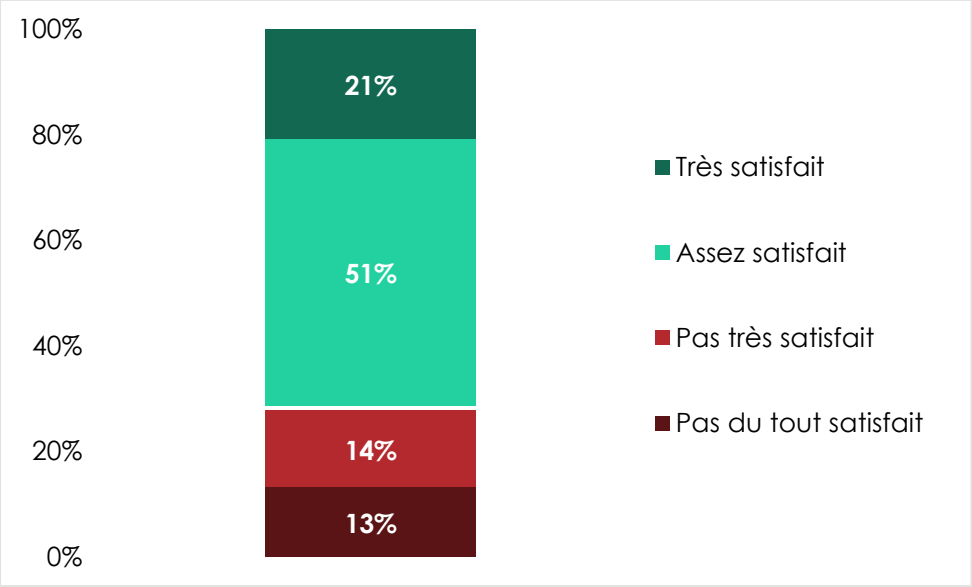
Copyright ©Afrobarometer 2025

Figure 14 : Type de couverture médicale | Tunisie | 2024



Question posée aux répondants qui ont déclaré avoir une couverture médicale : *Quel type de couverture médicale avez-vous ? (Les répondants qui n'ont pas de couverture médicale sont exclus.)*

Figure 15 : Satisfaction à l'égard de la couverture médicale | Tunisie | 2024

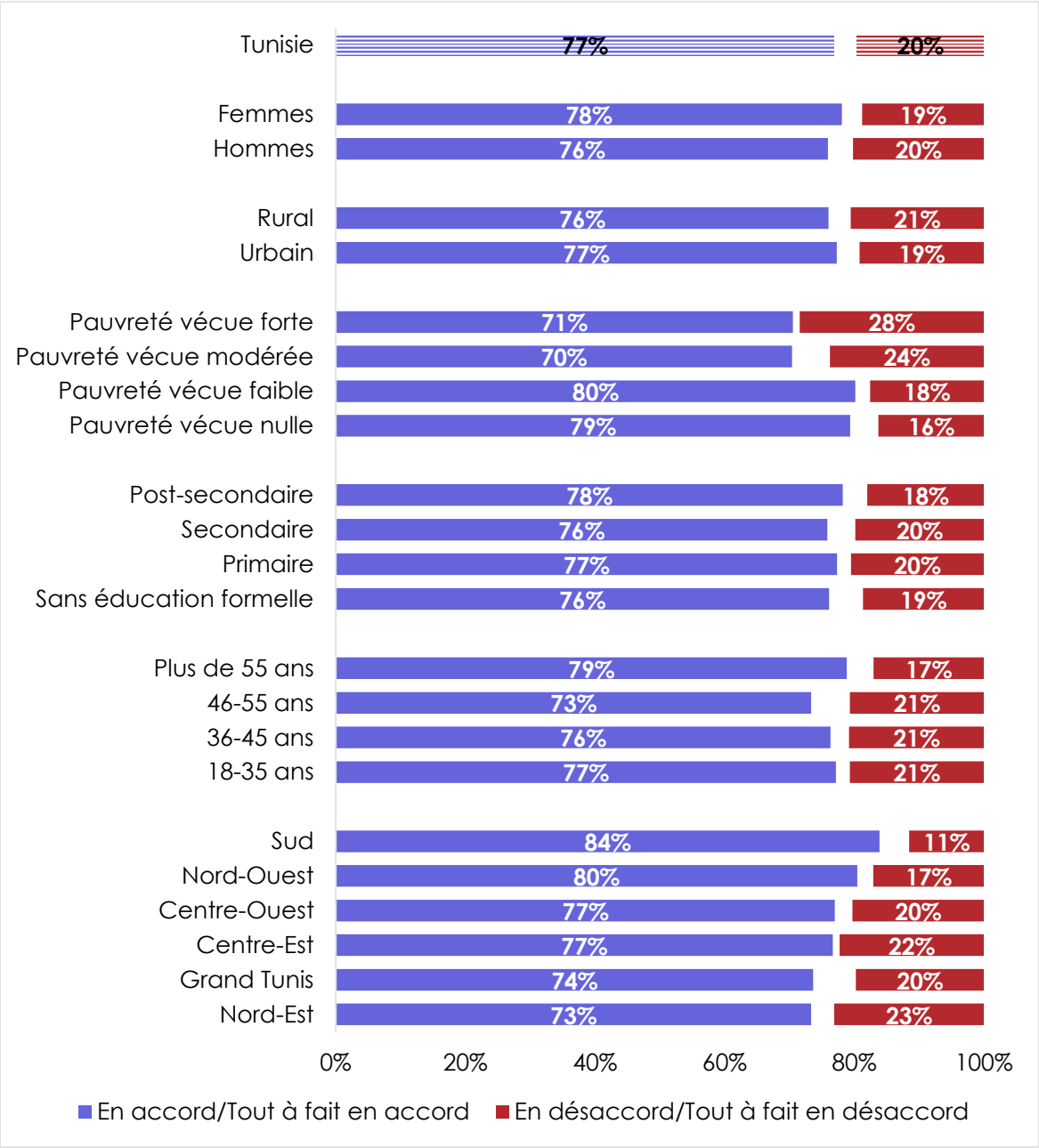


Question posée aux répondants qui ont déclaré avoir une couverture médicale : *Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction à l'égard de votre couverture médicale ? (Les répondants qui n'ont pas de couverture médicale sont exclus.)*

Plus des trois quarts (77%) des Tunisiens disent que le gouvernement doit veiller à ce que tous les citoyens aient accès à des soins de santé adéquats, même si cela implique une augmentation des impôts (Figure 16). Les Tunisiens moins aisés (70%-71%) sont moins enclins de soutenir l'accès universel aux soins.

Copyright ©Afrobarometer 2025

Figure 16 : Soutien à l'accès universel aux soins de santé | Tunisie | 2024



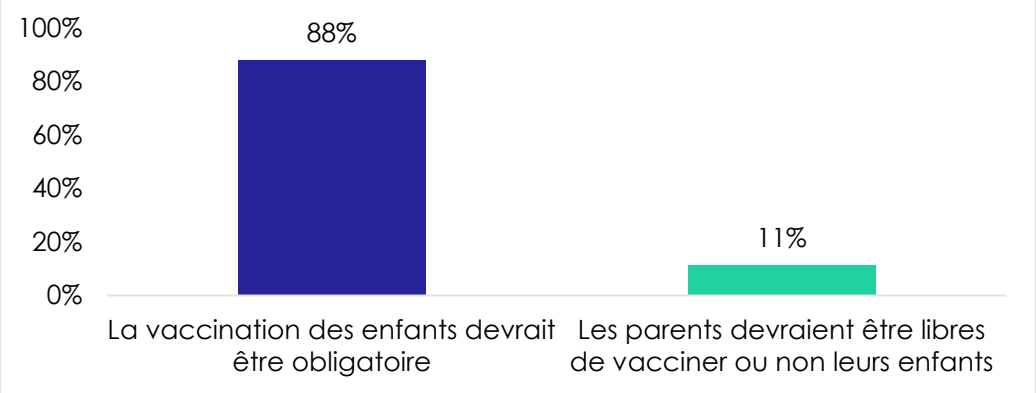
Question posée aux répondants : *Dites-moi, s'il vous plaît, si vous êtes d'accord ou non avec l'affirmation suivante : Le gouvernement doit veiller à ce que tous les citoyens aient accès à des soins de santé adéquats, même si cela implique une augmentation des impôts ?*

Sur la vaccination obligatoire des enfants

La propagation de fausses informations sur les vaccins, surtout durant la pandémie de COVID-19, a engendré une méfiance à l'égard de la vaccination dans plusieurs pays au monde (Nations Unies, 2023). Cependant, en Tunisie, l'opinion publique est massivement en faveur de la vaccination obligatoire des enfants contre les maladies infectieuses telles que la rougeole et la polio. Près de neuf répondants sur 10 (88%) estiment que les parents devraient être tenus de faire vacciner leurs enfants, contre seulement 11% qui défendent le droit des parents à choisir (Figure 17).

Copyright ©Afrobarometer 2025

Figure 17 : Les parents devraient-ils être obligés de vacciner leurs enfants ? | Tunisie | 2024

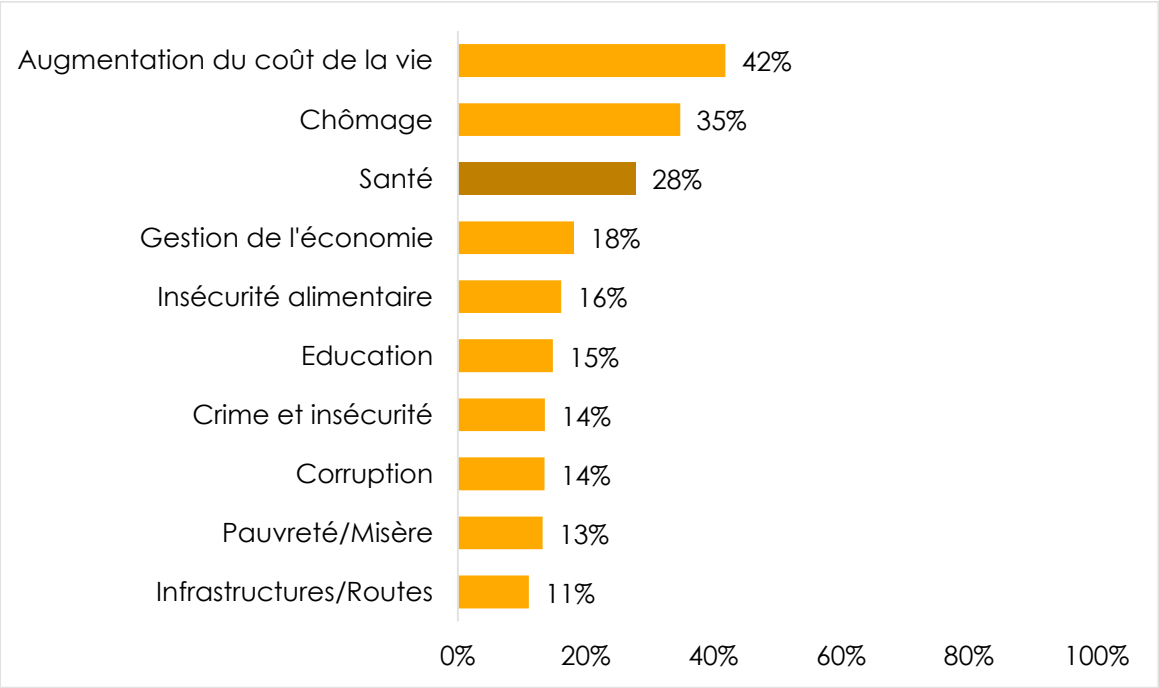


Question posée aux répondants : *Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?*
Affirmation 1 : Afin de protéger les enfants et la communauté, les parents devraient être tenus de faire vacciner leurs enfants contre les maladies infectieuses telles que la rougeole et la polio.
Affirmation 2 : Faire vacciner son enfant contre les maladies infectieuses est un choix personnel des parents et ne devrait pas être obligatoire.

De la performance gouvernementale en matière de santé

La question de la santé arrive en troisième position parmi les problèmes à traiter en urgence par le gouvernement, mentionnée par 28% des répondants comme l'une de leurs trois priorités. Elle est devancée par l'augmentation du coût de la vie (42%) et le chômage (35%) (Figure 18).

Figure 18 : Plus importants problèmes du pays | Tunisie | 2024



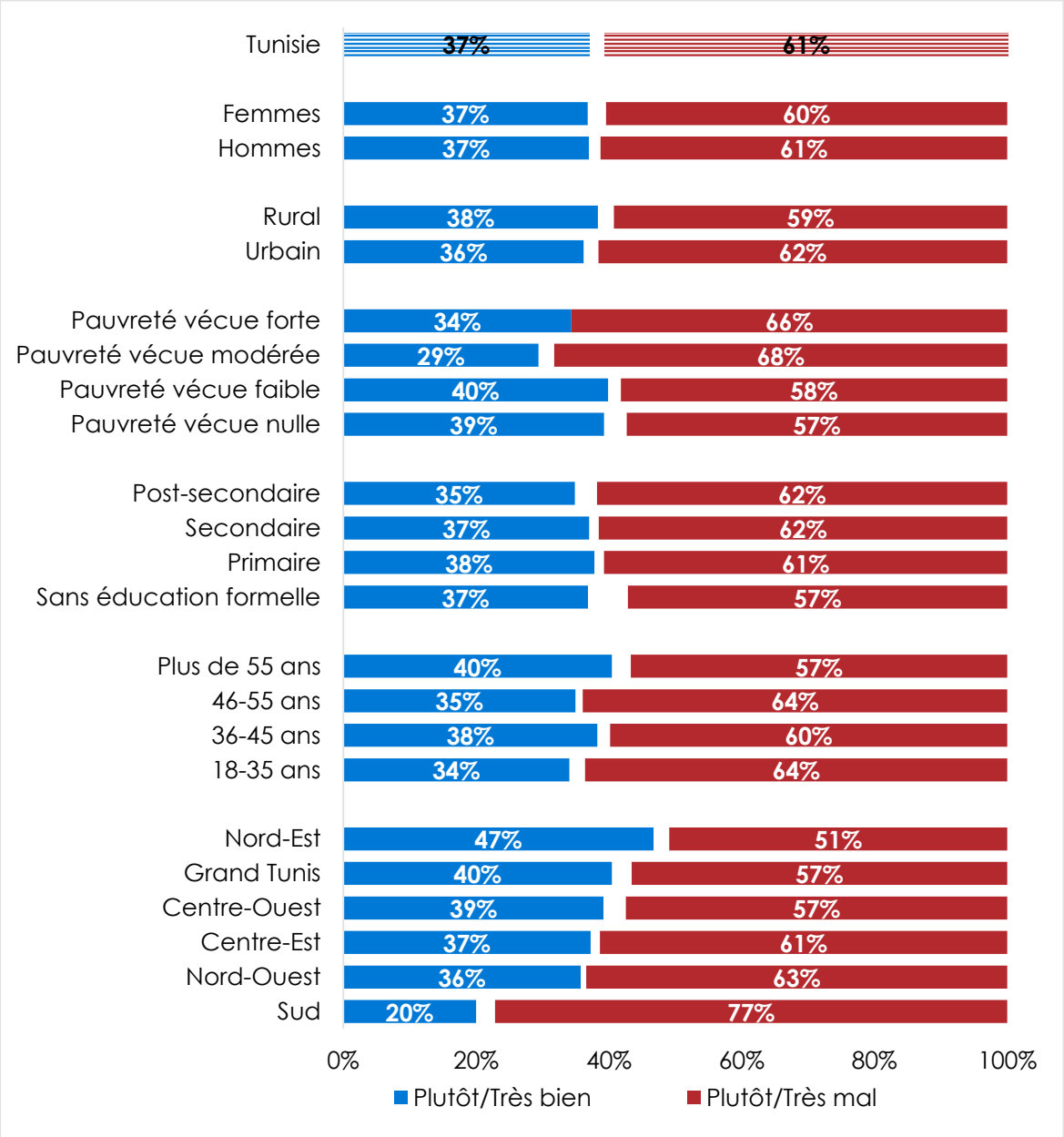
Question posée aux répondants : *A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne. La figure montre le pourcentage de répondants qui citent chaque problème parmi leurs trois priorités.)*

Copyright ©Afrobarometer 2025

Près de quatre Tunisiens sur 10 (37%) estiment que la performance du gouvernement en matière d'amélioration des services de santé de base est « plutôt bonne » ou « très bonne », tandis que la majorité (61%) la considèrent inadéquate (Figure 19). Les habitants du Nord-Est (47%), les plus de 55 ans (40%) et les mieux nantis (39%-40%) sont plus nombreux à exprimer leur satisfaction à ce sujet que leurs homologues respectifs.

En ce qui concerne la confiance accordée au Ministère de la Santé, Près de la moitié des Tunisiens déclarent lui accorder « partiellement » (27%) ou « beaucoup » (20%) confiance (Figure 20).

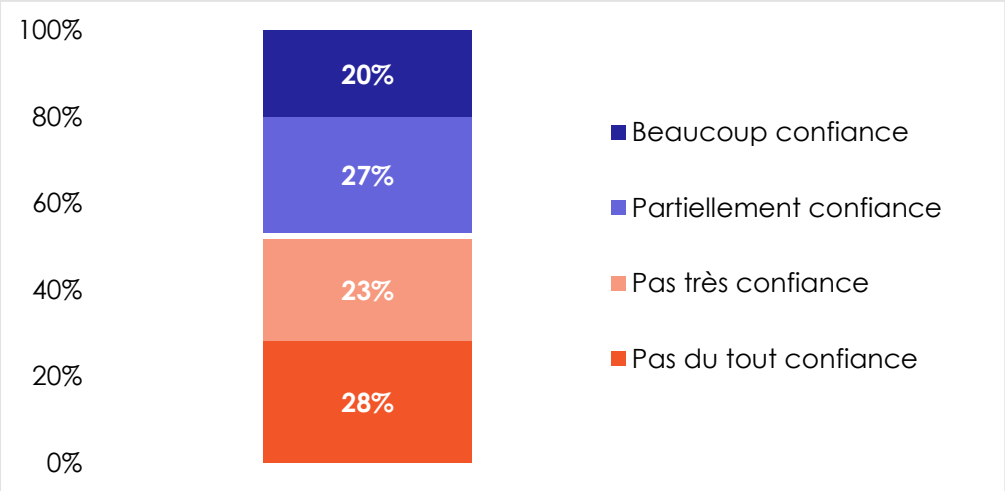
Figure 19 : Performance du gouvernement dans l'amélioration des services de santé de base | par groupe démographique | Tunisie | 2024



Question posée aux répondants : *Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à l'amélioration des services de santé de base ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?*

Copyright ©Afrobarometer 2025

Figure 20 : Confiance au Ministère de la Santé | Tunisie | 2024



Question posée aux répondants : *A quel point faites-vous confiance au Ministère de la Santé, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?*

Conclusion

Bien que la fréquentation des hôpitaux en Tunisie ait considérablement augmenté depuis 2020, l'accès aux soins médicaux reste difficile pour une grande partie de la population. Divers obstacles entravent cet accès, le coût élevé des soins et des problèmes structurels affectant les services médicaux, tels que le manque de personnel, l'infrastructure mal ou peu entretenue, la pénurie de médicaments et les longues attentes. Près de la moitié des Tunisiens disent faire confiance au Ministère de la Santé, et une proportion moindre se disent satisfaite des efforts du gouvernement pour améliorer les services de santé de base.

La plupart des citoyens tunisiens bénéficient d'une couverture médicale et se déclarent satisfaits des prestations fournies. Cependant, une part non négligeable de la population reste exclue, principalement en raison du coût élevé de l'assurance.

La grande majorité des répondants expriment une inquiétude quant à leur capacité à accéder ou à payer des soins médicaux en cas de maladie. Dans ce contexte, ils soutiennent largement une politique gouvernementale visant à garantir l'accès aux soins de santé, même au prix d'une augmentation des impôts. Cette adhésion témoigne de l'importance accordée aux questions sanitaires, la santé étant citée comme l'un des trois défis prioritaires que le gouvernement doit traiter en urgence.

Copyright ©Afrobarometer 2025

Références

Briki, I. (2022). Le système de santé en Tunisie : Indicateurs, inégalités et perceptions. *Revue Recherches et Etudes en Développement, 9*(2).

Directinfo. (2017). La Tunisie célèbre la semaine mondiale de la vaccination. 23 avril.

Mattes, R., & Lekalake, L. (2025). Décennie de misère ? La pauvreté vécue sévère explose dans de nombreux pays africains. Dépêche No. 943 d'Afrobarometer.

Nations Unies. (2023). Vaccination : une longue histoire.

République Tunisienne. (2024). CMR : Série de mesures au profit du secteur de la santé.

Statistiques Tunisie. (2022). Rapport annuel sur les indicateurs d'infrastructures 2020.

Aymen Missaoui est analyste des données à One to One for Research and Polling, partenaire national d'Afrobarometer en Tunisie. Email : Aymen.missaoui@121polling.com.

Imen Mezlini est coordinatrice des études à One to One for Research and Polling. Email : imen.mezlini@121polling.com.

Youssef Meddeb est le directeur général de One to One for Research and Polling. Email : youssef.meddeb@121polling.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University, University of Cape Town et University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement via le projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de Luminate, de la Fondation Ford, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, du Groupe de la Banque Mondiale, du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et de la GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution à Afrobarometer. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce lien ou ce lien. Pour discuter d'un éventuel financement institutionnel, veuillez contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.

Copyright ©Afrobarometer 2025